



HAL
open science

Pogroms contre les Ouzbeks à Och au Kirghizstan

Boris Pétric

► **To cite this version:**

Boris Pétric. Pogroms contre les Ouzbeks à Och au Kirghizstan : Des dangers de la manipulation politique du nationalisme ethnique. *Hérodote - Revue de géographie et de géopolitique*, 2010, *Géopolitique de la Russie*, 138 (3), pp.58-65. 10.3917/her.138.0058 . hal-01811308

HAL Id: hal-01811308

<https://hal.science/hal-01811308>

Submitted on 8 Jun 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

POGROMS CONTRE LES OUZBEKS À OCH AU KIRGHIZSTAN.

Des dangers de la manipulation politique du nationalisme ethnique

Boris Petric

La Découverte | « [Hérodote](#) »

2010/3 n° 138 | pages 58 à 65

ISSN 0338-487X

ISBN 9782707165121

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-herodote-2010-3-page-58.htm>

Pour citer cet article :

Boris Petric, « Pogroms contre les Ouzbeks à Och au Kirghizstan. Des dangers de la manipulation politique du nationalisme ethnique », *Hérodote* 2010/3 (n° 138), p. 58-65.

DOI 10.3917/her.138.0058

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Pogroms contre les Ouzbeks à Och au Kirghizstan. Des dangers de la manipulation politique du nationalisme ethnique

*Boris Petric*¹

Les violences qui sont intervenues au mois de juin 2010 dans la ville d'Och ont surpris tout le monde. Malgré l'attention qui est portée à la vallée de la Ferghana depuis la chute de l'URSS, peu d'observateurs s'attendaient à un tel déchaînement de violence interethnique. L'attention s'était plutôt focalisée sur l'irruption d'un conflit lié à l'émergence d'une politisation de l'islam susceptible d'entraîner une déstabilisation régionale majeure. Or, à première vue, la religion n'a pas servi de facteur de mobilisation à Och; en revanche, l'appartenance ethnique a été un des moteurs déterminants, alimentant la violence entre Ouzbeks et Kirghizes dans le sud du pays.

À ce jour l'enchaînement des événements demeure largement obscur. Plutôt qu'un affrontement interethnique, il semblerait que nous ayons à faire à des pogroms ethniques dirigés contre la population ouzbèke de la ville d'Och. De lourds soupçons pèsent contre l'ancien président en exil en Biélorussie et sa clique qui sont vraisemblablement à l'origine du départ des violences. La manipulation semble avérée, mais cela n'explique pas les raisons pour lesquelles une telle initiative finit par faire sens et se répandre en déstabilisant un pays entier.

Ce conflit, comme d'autres où la grille ethnique sert généralement d'explication, est en réalité bien moderne et surgit dans une situation historique liée à l'émergence d'une gouvernance qui se met en place après la guerre froide.

1. Anthropologue (IIAC), auteur de *Le Kirghizstan ou l'Émergence d'un protectorat globalisé*, à paraître chez Autrement.

Comme en Yougoslavie, nous n'assistons pas à un nouveau conflit interethnique qui puiserait ses racines dans un système politique traditionnel défaillant (tribalisme, ethnicisme). La différence ethnique ou une haine ancestrale entre Ouzbeks et Kirghizes n'est pas non plus la source du conflit.

D'ailleurs, les violences ethniques contemporaines émergent dans des sociétés où, contrairement à ce que l'on pense, les différences ethniques ne reposent pas sur une opposition claire entre deux groupes. Kirghizes et Ouzbeks vivent depuis très longtemps ensemble dans le sud du Kirghizstan. Ils sont étroitement liés par de multiples échanges sociaux dans la région d'Och. Ils partagent une proximité culturelle, ils sont musulmans sunnites, se marient ensemble. Ces appartenances ethniques reposent sur des différences qui se sont constituées selon les époques.

Kirghizes-Ouzbeks : une histoire complexe

De nos jours, les représentations sociales de la différence se nourrissent des différences du passé dans un contexte politique radicalement différent. Les appartenances kirghize et ouzbèke reposaient jusqu'au XVIII^e siècle sur une distinction majeure entre nomade (kirghize) et agriculteur (ouzbek). En changeant de modes de vie, les individus changeaient généralement d'étiquette ethnique. La réalité sociale était même plus compliquée lorsque les Russes s'installèrent militairement dans la région. La perception de l'administration coloniale russe puis soviétique va avoir un impact très important sur les phénomènes identitaires. Tout un ensemble d'étiquettes ethniques disparaît peu à peu. Elles disparaissent tout d'abord des recensements (surtout à l'époque soviétique) puis sur les documents d'identité. Les grandes catégories ethniques et nationales qui subsistent vont alors servir à asseoir la politique soviétique dans les républiques nationales. C'est tout autant la construction d'une vision d'une histoire ethnonationale que diverses formes de reconnaissances institutionnelles et sociales qui se mettent en place. La disparition la plus significative est l'appartenance « Sarte » qui renvoie à la population citadine d'Asie centrale. Cette appartenance symbolise le mélange des différents groupes ethniques dans le tissu urbain. Aujourd'hui, plus personne ne se réclame de l'identité sarte. Pourtant, des graffitis sont apparus ces derniers jours sur certains murs de la ville d'Och : « Dehors les Sartes ». Ce sont une nouvelle fois le tissu urbain et la population qui symbolise la diversité des origines qui sont stigmatisés.

La différence ethnique ne pose pas de problème en soi et les divers groupes ont vécu dans un contexte sociopolitique (le khanat de Kokand) commun sans qu'il y ait eu des formes de conflit identitaire. Les problèmes n'interviennent que lorsque le système politique instrumentalise l'ethnicité. Un système politique fondé sur

des références ethniques entraîne alors des formes de hiérarchie et d'inégalité entre les différents citoyens et groupes vivant dans la même société.

La réalité actuelle du Kirghizstan dépend du lourd héritage soviétique où le principe des nationalités a organisé le découpage de l'URSS en républiques nationales. Chaque république était considérée comme le territoire politique d'une nation, dans un contexte où l'idéologie communiste organisait le consensus. Les recensements occupent alors une place déterminante pour donner une réalité objective à cette vision. Il faut donc une majorité de Kirghizes au Kirghizstan et le pouvoir est distribué en fonction de cette vision de la légitimité politique. C'est à cette époque de la mise en place des nationalités que, dans la ville d'Och, les citoyens sont répertoriés comme « Ouzbek » car il faut, pour des raisons idéologiques, supprimer la mention « Sarte » qui est alors associée à l'émergence d'une culture bourgeoise citadine. Les différentes politiques soviétiques ont donc consisté à donner des fondements scientifiques indiscutables à cette lecture de la société qui serait composée de diverses nationalités. Cela a favorisé l'émergence d'une conscience nationale que l'on associe alors étroitement à un territoire républicain.

Au moment de la *perestroïka*, la libéralisation de la parole publique entraîne la multiplication de discours nationalistes aux quatre coins de l'URSS. Dans la République kirghize, divers mouvements revendiquent l'application stricte de la préférence nationale. En partant d'un constat selon lequel les Kirghizes seraient pratiquement des citoyens de seconde zone dans leur propre pays, ces mouvements réclament plus de pouvoir aux Kirghizes dans leur république où vivent de multiples nationalités. Les Ouzbeks vivant dans le sud du pays sont alors particulièrement montrés du doigt. Ces citoyens, à la réussite économique évidente, sont perçus défavorablement par la majorité kirghize. Leur position économique dominante attise la convoitise de Kirghizes majoritairement confinés dans un espace rural et confrontés à la surpopulation, au déficit de logement, de terre, d'eau. C'est alors qu'éclatent les émeutes d'Och en 1990 qui feront plusieurs milliers de morts avant que l'armée soviétique ne rétablisse l'ordre. Les procès ont permis d'analyser l'enchaînement des faits. À l'époque, le conflit, comme aujourd'hui, a démarré suite à une rumeur de viol ou de passage à tabac dans un contexte général de tensions sur les ressources. C'est le manque de terres et de logements dans une vallée surpeuplée qui devient le moteur essentiel de l'affrontement. On dit qu'aujourd'hui ce sont des bandes de Kirghizes venus des campagnes qui seraient descendus dans la ville d'Och pour prendre les maisons et les magasins des Ouzbeks.

Après l'indépendance de 1991, les relations interethniques évoluent considérablement. L'exode rural et la mobilité sociale et politique des Kirghizes modifient les rapports entre Ouzbeks et Kirghizes, mais l'idée d'un rapport inégalitaire demeure dans de nombreuses têtes. La question ouzbèke devient une corde sensible au niveau national. L'exacerbation de la frontière ethnique entre Kirghizes

et Ouzbeks est désormais directement liée à la répartition des pouvoirs économiques et politiques. Le ressort identitaire ethnique est aussi bien utilisé par le nouveau pouvoir kirghize que par de nouveaux leaders ethniques ouzbeks.

De la République kirghize au Kirghistan

L'indépendance vient consacrer un modèle politique valorisant l'appartenance ethnico-nationale. La dénomination officielle du pays est « République kirghize ». Malgré la volonté d'afficher un attachement à l'idée républicaine citoyenne, de fortes ambiguïtés planent immédiatement sur les choix qui sont faits. Le nouveau pouvoir du président Akaev s'appuie sur la vague nationaliste de la fin de la *perestroïka* pour construire une nouvelle idéologie où la nation n'est pas politique mais ethnique. La République kirghize devient peu à peu le Kirghizstan : le pays des Kirghizes. La nouvelle idéologie a des implications sociologiques concrètes. Elle légitime inévitablement la suprématie des citoyens kirghizes au détriment des autres dans une société où vivent toutes sortes de populations. Il y a des populations présentes depuis plusieurs siècles comme les Tadjiks, les Ouzbeks, les Ouïghours, mais aussi des populations arrivées à différentes époques de l'histoire russe et soviétique (Juifs, Russes, Ukrainiens, Meskhets, Coréens, Arméniens, etc.).

Ce ne sont plus seulement les recensements ethniques qui doivent faire la preuve de la suprématie d'une nation ethnique mais le vote démocratique qui doit le confirmer. Le premier président kirghize, Askar Akaev (1991-2005), mène une politique de « kirghizification » qui touche progressivement aussi bien l'appareil politique que la privatisation des ressources économiques. Il met en place un discours ethnonationaliste en s'appuyant sur le culte d'un héros national : Manas². Il flatte alors la majorité kirghize et inquiète les autres populations.

Il accorde cependant des formes de compensation en permettant à certains non-Kirghizes de bénéficier de pouvoirs économique-politiques à partir du moment où ces nouveaux leaders soutiennent sa politique. Akaev, le nordiste, voit même d'un bon œil l'émergence d'une représentation politique ouzbèke à Och pour éviter la constitution d'une faction rivale sudiste qui pourrait s'unir contre lui. Dans un système politique où factions régionales (Nord/Sud) se disputent le pouvoir, l'émergence d'une minorité politique ouzbèke devient une forme d'opportunité politique pour le président. C'est ainsi que des leaders économique-politiques

2. Il s'agit d'une épopée de tradition orale qui est commune à plusieurs populations de la région. L'idée de nationaliser un héritage historique s'appuie sur des anachronismes historiques grossiers.

affichent ouvertement qu'ils représentent désormais les intérêts des Ouzbeks. Le député Kadirjan Batirov qui a mis la main sur des appareils de production, en est le meilleur symbole. Il devient alors un personnage public qui se présente comme défendant les intérêts de la minorité ouzbèke.

Le poids économique-politique des Ouzbeks citoyens dans le Sud attise le ressentiment de Kirghizes du Sud qui se sentent marginalisés, d'autant plus qu'ils sont particulièrement frappés par la libéralisation de l'économie et l'effondrement de l'agriculture.

L'élaboration du nouvel État ethnonational n'est pas seulement le fruit de l'héritage soviétique et des choix opérés par le premier président. En effet, Askar Akaev est massivement soutenu par différents pays occidentaux et organisations internationales débarqués dans le pays pour le réformer. Depuis vingt ans, le Kirghizstan est même considéré comme un pays pilote pour appliquer les modèles politiques et économiques véhiculés par les grandes institutions internationales. C'est la thérapie de choc, les ajustements structurels, mais cela concerne aussi le secteur politique et même l'idéologie.

C'est dans ce contexte que l'Unesco finance par exemple et soutient officiellement les commémorations de Manas, le nouveau père de la Nation kirghize. Une résolution est votée à l'ONU en 1995 à ce sujet. Federico Mayor se déplace pour assister aux festivités. L'émergence de cette nouvelle démocratie ethnonationale paraît acceptable aux yeux de la « communauté internationale » si l'État kirghize met en place un principe correcteur garantissant des droits aux minorités. La question des russophones n'intéresse personne comme s'ils n'étaient pas considérés comme des autochtones et des citoyens légitimes. Des centaines de milliers de citoyens (russes, allemands, juifs, ukrainiens) sont inquiets du virage nationaliste et quittent massivement le pays (+ de 500 000). En deux décennies, alors que les Kirghizes étaient tout juste majoritaires dans leur république à la fin des années 1980, le dernier recensement de 2004 est éclairant : ils représenteraient désormais plus de 80 % de la population.

En revanche, des centaines de projets sont financés par les bailleurs internationaux dans le Sud pour défendre les droits de la minorité ouzbèke. On finance à tour de bras des ONG, des écoles, une université, des centres culturels, des radios et des TV ouzbèkes qui ont été d'ailleurs la cible privilégiée des assaillants ces derniers jours. L'OSCE, le PNUD exigent que soit garantie une représentation politique ouzbèke au sein du Parlement, et que soient respectés des droits culturels spécifiques, notamment en matière linguistique. Cette politique politise l'ethnicité et ne fait qu'accroître la frontière entre des groupes qui se communautarisent au détriment de la constitution d'un espace public commun à tous les citoyens.

La promotion de la démocratie inspirée par l'aide internationale valorise ainsi un système qui implique une différenciation entre groupes. Cette

conception fige les principes de citoyenneté et peut alors entraîner des conflits majeurs. Les citoyens kirghizes se sentent inévitablement plus légitimes que les autres à contrôler la société et les Ouzbeks se sentent de plus en plus menacés. Des discours nationalistes fleurissent où l'on parle de plus en plus des citoyens russes ou ouzbeks comme s'ils étaient des étrangers dans leur propre pays.

Le Kirghistan : État ou protectorat globalisé ?

Dans un contexte général tendu, certains Kirghizes du Sud contestent ouvertement la suprématie économique de la population citadine de la ville d'Och qui se trouve être essentiellement ouzbèke. À chaque changement politique, les Ouzbeks de la ville peuvent facilement être stigmatisés comme responsables de la crise sociale et économique qui secoue le pays. En plus, le pouvoir politique n'a plus la capacité de rééquilibrer les rapports de force par le jeu des nominations à l'intérieur de l'appareil bureaucratique car l'État a été depuis largement démantelé. Les gouvernements successifs ont néanmoins continué à peser sur la distribution du pouvoir économique en utilisant des méthodes radicalement différentes : expropriations cycliques et liquidations physiques.

En même temps, la privatisation sauvage, largement encouragée par la Banque mondiale et le FMI, a conduit à l'effondrement de l'économie kirghize : État surendetté, productions industrielles et agricoles en chute libre. Cette situation entraîne un exode rural massif. La population citadine qualifiée (souvent des enseignants, des ingénieurs russes, ukrainiens, tatars ou sans nationalité !) est alors remplacée par les Kirghizes fuyant la misère rurale. À l'époque soviétique, l'État contrôlait strictement la répartition de la population. Désormais le lieu de résidence est librement choisi, ce qui entraîne une forte concentration dans l'espace urbain où apparaissent des quartiers périphériques paupérisés. Concrètement, à Och, Ouzbeks et Kirghizes sont de plus en plus mélangés et nouent des relations complexes dans la nouvelle économie libérale. Il y a bien sûr des nouveaux riches kirghizes mais, dans l'opinion, l'association entre richesse et identité ouzbèke se maintient.

Le pays vit désormais de différents trafics qui s'organisent sur un territoire dont les frontières ont largement été ouvertes. Ces choix ont entraîné l'accroissement des inégalités entre une classe de nouveaux riches prospérant sur ces divers trafics transfrontaliers et une population vivant majoritairement dans la pauvreté. La politique d'ajustement structurel suivie scrupuleusement par Askar Akaev a permis l'émergence d'un pouvoir économique de type familial sans précédent. Cela se matérialise d'abord par sa propre situation. Par l'intermédiaire de son fils, de sa fille et de son gendre, Askar Akaev (1991-2005) met la main peu à peu sur les entreprises nationales privatisées (télécoms, distribution de l'essence, etc.) qui sont

très lucratives. Toutes sortes de prébendes sont distribuées dans le pays en fonction de l'allégeance politique. Kourmanbek Bakiev, ancien Premier ministre d'Akaev, devient son principal opposant et dénonce cette dérive népotique. Il prend le pouvoir au cours des élections législatives de 2005 pendant ladite «révolution des tulipes». Mais, sous le règne du nouveau président (2005-2010), les dérives népotiques mafieuses ne font que s'accroître. D'un point de vue économique, il s'entoure de ses frères et de son fils pour construire un empire économique familial. Son frère, Janish, reste dans le sud du pays, où la population le surnomme rapidement le «Khan» pour son rôle incontournable dans les affaires de la région. Son fils, jeune businessman, rentre en 2005 des pays baltes et s'occupe du développement des affaires de la famille à Bichkek. Il est associé à un réseau transnational de la finance³, dont un banquier lituanien (Valeri Belokon⁴), qui met notamment la main sur le secteur bancaire kirghize à travers la création d'une nouvelle banque (Manas Bank) et d'autres activités de rentes lucratives, et investit dans l'extraction aurifère (Molotash Joint Stock Company). Ils mettent ainsi en place une forme de pouvoir qui n'est plus véritablement étatique et politique mais repose sur la constitution de groupes politico-économico mafieux transnationaux très puissants.

En 2005, Bakiev remet immédiatement en cause les avantages acquis lors de la privatisation par certains Ouzbeks d'Och. Ces «biznessmeni», devenus parfois les représentants politiques de la minorité ouzbèke, sont alors marginalisés économiquement, à l'image du député Kadirjan Batyrov. Avec le soutien de ses frères, Bakiev redistribue les cartes économiques et s'appuie sur d'autres «Ouzbeks» qui sont chargés de s'accaparer les principales ressources économiques en expropriant les anciens protégés d'Akaev. Le pouvoir économique passe progressivement à Och dans les mains d'autres Ouzbeks liés au président Bakiev et aux nouveaux responsables politiques kirghizes locaux.

Face à une politique de plus en plus népotique, l'opposition kirghize décide de lancer un coup de force contre Bakiev et réussit à prendre le pouvoir en

3. Voir à ce sujet les différentes affaires concernant un des banquiers de la famille Bakiev, Vladimir Gourievitch. Ce dernier est recherché par la police italienne pour ses liens avec la Camorra. Il a récemment été accusé d'avoir fait un montage financier permettant de détourner le prêt accordé par la Russie (2 milliards de dollars) au Kirghizstan dans des investissements spéculatifs sur les marchés financiers internationaux au profit de la famille Bakiev. Voir Petric, «Le Kirghizstan cinq ans après la "révolution des tulipes"», 22/03/2010, sur le site Internet Boulevard Extérieur, <http://www.boulevard-exterieur.com/>

4. Ce financier, propriétaire d'une des plus grandes banques baltes (Baltik International Bank), est propriétaire du club de football anglais Blackpool. Il est également associé à Vladimir Berezovski dans plusieurs sociétés (médias, extraction de minerais, banques), <http://www.belokonholding.com/>

avril 2010. Le nouveau gouvernement provisoire, dirigé par Roza Otoumbaeva, remet en cause les prébendes économiques distribuées par Bakiev dans la région d'Och. Les anciens marginalisés, comme Batyrov, veulent prendre leur revanche tandis que les autres tentent de préserver leur position. Cette situation provoque immédiatement d'importantes tensions. Deux semaines avant l'éclatement des violences, l'assassinat d'un homme d'affaires ouzbek, Aibek Mirsidikov, marque le coup d'envoi de règlements de comptes entre différents groupes politico-mafieux qui veulent contrôler l'économie du sud du pays. La victime, aux activités mafieuses notoires, était très liée à la famille Bakiev. Elle l'aurait même adoubee pour contrôler le lucratif transit de la drogue afghane. Le départ du président Bakiev a donc provoqué une série de marginalisations économique-politiques touchant aussi bien Ouzbeks que Kirghizes. Les groupes politico-mafieux liés à la famille Bakiev n'ont pas accepté leur marginalisation et se sont engagés dans une logique suicidaire et meurtrière en déclenchant des violences se transformant en affrontement interethnique.

Cette fois-ci, la société ne peut plus compter sur des institutions capables de rétablir l'ordre. En effet, sous injonction internationale, l'État a procédé à la destruction de ses principales institutions et les groupes politico-mafieux assurent depuis déjà un certain temps la régulation sociale. Ils se disputent des territoires économiques au gré des changements politiques et leurs différends ont fini par se transformer en un conflit majeur entre Ouzbeks et Kirghizes.

Les Bakiev, leurs réseaux locaux et transnationaux ont beaucoup à perdre dans l'avènement du nouveau gouvernement. Ces réseaux transnationaux ont réussi à concentrer des formes de pouvoir qui peuvent aisément rivaliser avec un État kirghize en lambeaux. Ils utilisent à merveille la circulation intense des capitaux financiers, économiques et autres pour profiter des failles de la globalisation. On peut penser légitimement qu'ils sont probablement responsables des manipulations qui ont été à l'origine des événements de juin 2010.

Dans une perspective historique plus large, les dirigeants politiques kirghizes successifs ont une grande part de responsabilité dans les événements actuels. Il serait bon aussi de s'interroger sur la coproduction et donc la coresponsabilité des multiples organisations internationales et des ONG présentes dans ce pays depuis déjà presque vingt ans. Les orientations politiques choisies n'ont fait qu'exacerber les différences au détriment de la valorisation d'un contrat civique commun. Roza Otoumbaeva, la nouvelle présidente par intérim, est incapable de restaurer l'ordre et appelle à une intervention russe ou internationale pour assurer une des prérogatives traditionnelles d'un État : la protection de ses citoyens. Mais le Kirghizistan est-il encore un État ou est-il un protectorat globalisé où organisations internationales, ONG, réseaux économiques transnationaux et puissances étrangères se partagent la gouvernance ?